

RAPPORT D'ACTIVITE

PROJETS + ACTIONS

2015

SOMMAIRE

Avant Propos	3
I Présentation de l'OSI Projets + Actions	4
II Synthèse Budgétaire 2014	5-6
III Actions réalisées 2014	7-23
IV Bilan général des activités 2014	24
V Budget et perspectives 2014	25

AVANT PROPOS

Le contexte international est resté extrêmement préoccupant en 2014. L'instabilité de nombreux pays, les guerres et les déplacements de masse préoccupent l'opinion internationale. A juste titre, certes, mais un drame se déroule sans qu'il ne trouve beaucoup d'échos. Les destructions de l'environnement qui essaient la planète, et particulièrement les pays les plus en difficulté, se font pour beaucoup dans un silence terrible. A longs termes, les conséquences seront probablement effroyables pour l'humanité également.

Mais faut-il parler de longs termes ? Cette notion temporelle n'est plus tout à fait exacte. Les conséquences sont déjà visibles localement. Dans les zones dans lesquelles Projets Plus Actions intervient, les conséquences ne sont pas futures, mais actuelles. Moins de pluie, trop de pluie, les agriculteurs s'inquiètent pour les récoltes. Si les modifications se poursuivent, les difficultés seront innombrables et les habitants devront se résoudre à bouger. Les catastrophes ne sont pas à venir, nous les voyons déjà.

Cela est la partie visible de l'iceberg. Pour beaucoup, nous ne connaissons pas les conséquences de la perte de biodiversité. 100 espèces de caméléons ou 1 seule, est-ce que ça nous empêche de vivre ? Probablement pas, mais en fait, nous n'en savons rien. Les écosystèmes ont des interconnexions subtiles les uns aux autres et la destruction d'un habitat dans un endroit peut avoir des conséquences dans d'autres endroits plus éloignés sans que nous puissions encore clairement le déterminer. La science commence à mesurer les impacts de la perte de biodiversité, mais elle n'est pas en mesure de modéliser les systèmes complexes de régulations de la terre et donc, il n'est pas possible de déterminer clairement les incidences des destructions environnementales.

Seul le réchauffement climatique est mis en avant, la sacro-sainte barre des 2 degrés de hausse à ne pas franchir, et les émissions des gaz à effet de serre. C'est bien sûr un sujet préoccupant, mais il est loin d'être le seul à l'être.

Le contexte économique français est resté difficile et compliqué. Les possibilités de collecte de fonds sont réelles, mais demande davantage d'implication et de savoir faire, compte tenu également des sollicitations multiples des donateurs potentiels.

L'année 2014 a été la plus performante pour Projets Plus Actions. D'un point de vue budgétaire puisqu'avec plus de 265 000 €. Il s'agit du budget le plus élevé de l'histoire de Projets Plus Actions. Egalement d'un point de vue du soutien aux projets puisqu'avec plus de 109 000 € de projets financés, c'est historiquement, le plus fort soutien aux projets.

La vente aux enchères d'œuvres de street art, nouvelle activité génératrice de revenus pour Projets Plus Actions a été extrêmement encourageante et permet d'envisager des perspectives de développement intéressantes.

Pour la première fois, nous avons pu mettre à disposition de nos partenaires du Bénin, une ressource humaine destinée à améliorer leurs conduites de projets, mais également à donner davantage de retour d'informations.

Après huit années d'activité, il est possible de voir des changements dans nos zones d'intervention. Parfois en progrès, parfois en régression, les changements se font aux rythmes locaux. Il arrive que le changement ne soit pas celui imaginé, mais l'appropriation des projets a quasiment toujours un résultat positif à longs termes. Il est nécessaire de persévérer et de continuer à soutenir les projets locaux, malgré les difficultés.

Cette année 2014 a vu la confortation de nos activités et un renforcement de nos partenariats.

Thomas LEAUD
Président de Projets Plus Actions

I Présentation de Projets + Actions

Projets + Actions est une Organisation de Solidarité Internationale intervenant en soutien à des initiatives locales par des apports financiers et techniques.

L'OSI collabore avec un nombre de structures partenaires limité afin de renforcer l'efficacité des actions mises en place. Les partenariats sont créés pour une durée de 3 à 10 ans et ont pour perspectives l'autonomie des populations.

L'amélioration des conditions de vie, le respect des cadres de développement nationaux, l'approche pertinente, novatrice et durable déterminent le choix des projets aidés.

Projets + Actions intervient dans 5 domaines d'activité :

- **Développement économique**
 - **Education / Social**
 - **Environnement**
 - **Santé**
- **Sauvegarde et promotion du patrimoine culturel**

Les lieux d'intervention de Projets + Actions sont dans leur grande majorité des lieux d'une très grande biodiversité et abritant des patrimoines naturels et/ou culturels exceptionnels.

Les donateurs, sous certaines conditions, peuvent venir voir sur le terrain pour quelles actions et comment sont utilisés les fonds qui sont confiés à Projets + Actions.

Projets + Actions a été enregistré le 28 décembre 2006. N° 0953017593, sous-préfecture de Pontoise et cofondé par Jean-Marc Civièrè et Fabrice Chapuis-Lévêque.

II Synthèse Budgétaire 2014

En 2014, le budget réalisé a été de **265 229,19 € €**

Donateurs	Montant	%
Dons Entreprises	88837,46	5,32%
Dons Fondations	33000	25,88%
Dons Particuliers	93053,03	55,00%
Dons en nature	0 €	0%
Subventions publiques de fonctionnement	23157,41	6,16%
Autres	27181,29	7,64%
Total	265229,19	100%

- Le budget en 2014 a représenté **265 229,19 €** contre **198 864,75 €** en 2013 soit une **augmentation de 33,37 %** du budget réalisé.
- Projets Plus Actions a eu 471 donateurs en 2014 contre 811 en 2013 soit une **baisse de 58 % du nombre de donateurs**.
- **La part des dons et adhésions** dans le budget 2014 de Projets + Actions est de **76,35 %** contre **86,21 %** en 2014.

➤ **Le montant des adhésions a été de 1 850 € en 2013 contre 1 244,50 € en 2010 soit une progression de 48,65%.**

➤ **Le nombre d'adhérents était de 37 en 2014 contre 25 en 2013 soit une progression de 48 %.**

En 2014, la part des dons est de 81,32 %, celle des cotisations de 0,7 %, et le reste de 18,98 %

Bilan 2014

	2013	2014		2013	2014
Charges d'exploitation			Produits d'exploitation		
Autres Achats et Charges externes	50 930,91	85 052,60	Cotisations	1 244,50	1 680,00
Impôts et taxes	337,00	960,00	Subventions de fonctionnement	12 250,00	23 157,83
Rémunérations	44 514,84	55 461,89	Produits d'activités annexes	14 736,38	47 765,30
Charges sociales	8 134,37	11 697,91	Dons manuels affectés	170 176,29	184 237,97
Transferts	94 684,11	114 969,74			
Transferts 2013 (1)		-4 821,44			
Sous-Total [1]	198 601,23	263 320,70	Sous-Total [1]	198 407,17	256 841,10
Charges financières			Produits financiers		
Intérêts et Charges (2)	98,52	1 818,49	Intérêts perçus	43,89	0,45
Charges exceptionnelles	155,00	90,00	Résultat de gestion	403,69	8 387,64
Sous-total [2]	253,52	1 908,49	Sous-total [2]	447,58	8 388,09
TOTAL GENERAL	198 854,75	265 229,19	TOTAL GENERAL	198,854,75	265 229,19

III Actions réalisées 2014

1) Présentation des partenaires

Benin

Andia

L'ONG Andia, créée en 1993 intervient dans le domaine de la protection de l'enfance et du développement communautaire au Bénin. Andia est membre du réseau ReSPESD (Réseau des Structures de Protection de l'Enfance) initié par l'UNICEF et présidé par la Croix Rouge et collabore entre autres avec Terre des Hommes. En juin 2006, Andia a présenté, en partenariat avec l'Organisation Mondiale Contre la Torture, un rapport alternatif sur les Droits de l'Enfant au Comité des Nations Unies à Genève.

Actions & Développement

Fondée en février 2003 par un groupe de jeunes Béninois, Actions & Développement (A&D) est une association apolitique, à but non lucratif, de type Loi de 1901. Elle a pour mission de contribuer au développement du Nord Bénin, dans les départements de l'Atacora et de la Donga, par la mise en œuvre d'actions concrètes dans les domaines de l'Education, des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), de la Promotion Féminine et de la protection de l'environnement.

Réseau Cadel (Compétences associées pour le développement local)

L'association a pour but de mettre en commun des expertises de consultants spécialisés dans les domaines tels que : Finance, informatique, comptabilité, gestion de projets, microcrédits etc... Des cours et des transferts de compétences sont donnés à des structures associatives locales dans des domaines variés comme le développement économique, la protection de l'environnement, le social ou la santé. Ces structures n'ont pas assez de moyens financiers pour bénéficier de ces services dans le secteur marchand

Burkina Faso

AGCEG (Association des guides du campement EDJEF de Gandéfabou)

Créée en Janvier 2003, l'Association des guides du campement EDJEF est située dans le département de l'Oudalan, à Gandéfabou, nord-est du Burkina Faso. L'association a créé un campement touristique qui permet la découverte culturelle de

la région dans un esprit tourisme solidaire. Toutes les ethnies de la région sont associées au projet : Touaregs, Peuls, Mossi, etc... Les bénéfices relevant de cette activité économique sont redistribués sous la forme d'avance de fonds pour les périodes de soudure, d'achats de médicaments, de fournitures scolaires, etc....

Cameroun

Erundef (Environnement and Rural Development Fundation)

Erundef est une structure créée en 1996 par Louis Nkambi. Elle œuvre à la protection de l'environnement dans la région des Lebiam au Cameroun et principalement du gorille Cross River dont il ne reste plus qu'environ 300 individus dans le monde dont 50 dans la forêt de Lebiam-Mone. La forêt tropicale humide de montagne fait 5 000 km² et est une jonction entre la forêt du Mont Bamboutos et le plateau Bamiléké. Erundef a créé une stratégie de protection du gorille Cross River menant jusqu'en 2040. Cette stratégie s'appuie et a été élaborée avec les habitants des 60 villages bordant la forêt Lebiam-Mone. La densité démographique est une des plus élevées du Cameroun et la pression humaine sur l'environnement est forte et donc par voie de conséquence sur les gorilles. Erundef crée des activités économiques alternatives et un meilleur accès à l'éducation afin d'améliorer le niveau de vie des habitants et de protéger les gorilles.

Madagascar

L'Homme et l'Environnement

Fondée en 1993, l'ONG L'Homme et l'Environnement, basée à Madagascar, s'est spécialisée dans le développement durable et la préservation de la biodiversité par l'implication des populations locales défavorisées. Elle œuvre sur des zones spécifiques très riches en biodiversité menacée, avec le but de faire la démonstration que la préservation de l'environnement et développement humain peuvent aller de pair.

Naturevolution

Naturevolution est une association environnementale, fondée en 2009 par Evrard Wendenbaum et Emeric Mourot, dans le but d'agir pour la sauvegarde de la biodiversité, l'amélioration des connaissances sur le vivant et la modification des comportements individuels et collectifs en faveur de la nature, nécessaires au bien-être de l'humanité.

Pour cet objectif, l'association se focalise notamment sur des espaces naturels exceptionnels, particulièrement riches en espèces et largement méconnus parce qu'extrêmement difficiles d'accès.

Nicaragua

Paso Pacifico

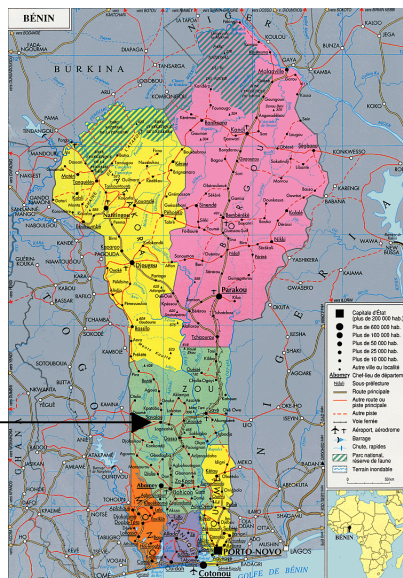
Créée en 2005 par Liza Gonzales (ancienne Directrice du système d'aires protégées du Nicaragua) et Sarah Otterstrom (Docteur en écologie), L'ONG PASO PACIFICO est spécialisée dans la conservation marine et terrestre sur la côte pacifique du Nicaragua. L'ONG travaille en collaboration avec les communautés locales pour promouvoir une protection durable de l'environnement.

2) Présentations des actions soutenues

Andia

Financement : 5 000 €

Situation géographique



Contexte

La commune d'Agbangnizoun, située dans le département du Zou, au carrefour de six communes (Abomey, Bohicon, Djidja, Zogbodomey, Lalo et Klouékanmè) couvre une superficie de 244 km². La population totale compte près de 55 000 habitants répartis en 10 arrondissements et 51 villages. La densité de 209 habitants au km² est largement supérieure à la moyenne départementale, cependant le taux d'accroissement est faible du fait de l'émigration de la population active motivée par la recherche de terres fertiles et / ou d'opportunités d'emplois, surtout chez les hommes, ce qui conduit à un nombre supérieur de femmes (53%) souvent démunies de ressources, et de terres.

Le peuplement est relativement homogène, représenté essentiellement par le groupe ethnique Fon (98%)

L'agriculture qui fait vivre 80% de la population se caractérise par des faibles rendements du fait principalement de la dégradation des sols. Dans le domaine de la production animale, le système traditionnel de la divagation du petit bétail est la règle. Le manque d'appui et la non maîtrise de techniques adéquates représentent des entraves au développement.

Problématique de la traite des enfants

Agbangnizoun, à l'instar d'autres communes du département, est le point de recrutement de main d'œuvre enfantine. De nombreux parents de cette zone connaissant une situation d'indigence extrême ont recours à des trafiquants contre des promesses de gains d'argent.



Ces enfants victimes de la traite se retrouvent exploités et maltraités dans les fermes lointaines, comme portefaix, vendeurs sur les marchés, ou domestiques dans les villes, souvent déportés à l'étranger, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Nigeria où se sont établis de véritables réseaux. Certains enfants n'en reviennent jamais. Beaucoup portent les séquelles physiques et psychologiques de la maltraitance. La non déclaration des naissances pose aussi le problème de l'identification des enfants. De manière plus large, on constate l'insuffisance du système de protection sociale dans la prise en charge des enfants en situation difficile.

Programme du CEFODEC



Le Centre d'Education, de Formation et de Développement Communautaire (CEFODEC) a été ouvert en octobre 2004, grâce à l'appui de la Mairie qui a d'abord mis à la disposition de ANDIA une maison d'accueil (en location), puis un terrain de 12 hectares a été octroyé pour le développement de ses activités.

Les enfants en situation difficile (orphelins, victimes de maltraitance, exploités, menacés de mariage forcé, handicapés) et sans aucun support familial ou communautaire vont trouver au Centre un lieu de protection et une plate forme éducative pour leur réinsertion.

Une équipe d'éducateurs et de formateurs assure l'encadrement psychologique et affectif, l'éducation fondamentale, la formation artisanale et agropastorale jusqu'à l'insertion sociale et professionnelle de chaque enfant.

Le suivi du CEFODEC est assuré par un comité présidé par le maire et dirigé par l'ONG ANDIA.

Action soutenue

Projets + Actions a soutenu un programme de développement agricole en faveur d'Andia. L'achat d'un champ et le développement de culture maraîchère doivent contribuer à l'autonomie du centre en matière alimentaire.

80% des coûts de fonctionnement du centre sont liés à l'alimentation.

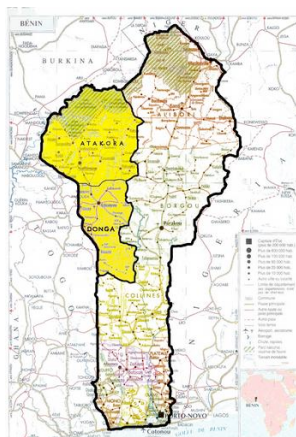
Montant : 4 000 €.

Projets Plus Actions a soutenu l'organisation du festival des arts traditionnels de Kouandé. Montant : 1 000 €.

Actions & Développement

Financement : 8 200 €

Situation géographique



Contexte

La Commune de Tangiéta, située dans le Nord-Ouest du département de l'Atacora au Bénin, couvre une superficie de 5.456 km². Elle s'étend sur deux milieux physiques distincts au Nord Ouest et à l'Ouest : la plaine et la Chaîne de l'Atacora.

Le climat de la commune de Tangiéta est de type soudano sahélien avec une saison pluvieuse qui va de mai à novembre et une saison sèche qui s'étend sur quatre mois environ (de novembre en mai). La saison sèche comprend deux types de temps : l'harmattan de novembre à février suivie d'une grande chaleur jusqu'en mai. Les précipitations sont abondantes dans les mois d'août et de septembre. La pluviométrie varie de 800 mm à 1100 mm.

Selon le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (R.G.P.H 3) de 2002, la population de la commune de Tangiéta est de 54.719 habitants avec 27.120 hommes et 27.599 femmes. C'est une population en croissance soutenue, avec une forte proportion des jeunes.



L'agriculture occupe plus de 80 % de la population dont elle constitue par ailleurs la principale source de revenus grâce à la production du coton, des tubercules (igname et manioc) et des céréales (riz, mil, sorgho et maïs).

Les pratiques culturelles traditionnelles, la pratique anarchique des feux de brousse incontrôlés et l'exploitation

abusive des ressources forestières (bois de chauffe pour la cuisson des aliments et fabrication du charbon de bois) constituent une véritable menace pour l'environnement dans un contexte où les écosystèmes sont fortement dégradés et fragilisés. En effet, les populations dépendent de la petite agriculture et des ressources naturelles pour s'alimenter, se soigner et se procurer des revenus. Poussés par la double nécessité de produire davantage et d'améliorer leurs conditions de vie, elles surexploitent des écosystèmes fragiles.

La pénurie des ressources ne peut qu'exacerber la pauvreté, avec pour corollaires :

- une réduction des superficies cultivables ;
- des faibles rendements agricoles ;
- l'amenuisement des ressources alimentaires ;
- l'amenuisement des revenus des populations ;
- l'exploitation abusive des ressources fauniques et forestières ;
- la dégradation du couvert végétal ;
- l'érosion des berges et l'assèchement prématuré des cours d'eau ;
- un exode massif des jeunes vers les villes.



Face à cette situation, il importe, non pas de substituer l'agriculture par d'autres activités méconnues des populations concernées, mais de faire en sorte que la pratique de l'agriculture continue d'être une source de revenus des populations tout en favorisant la préservation de l'environnement. Il s'agit donc de trouver des solutions durables, simples d'application et surtout appropriées.

L'alternative à cette situation passe par la reforestation à travers le développement de **l'agroforesterie** ou **agrosylviculture**. C'est une pratique ancestrale, connue et facile à pratiquer. C'est un système dynamique de gestion des ressources naturelles reposant sur des fondements écologiques, qui intègre des arbres dans les exploitations agricoles et le paysage rural et permet ainsi de diversifier et de maintenir la production afin d'améliorer les conditions sociales, économiques et environnementales de l'ensemble des utilisateurs de la terre.

Action soutenue

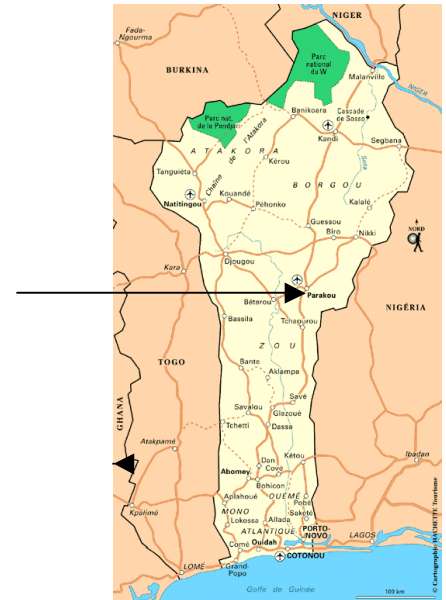
Financement du reliquat de la plantation de 27 000 arbres (3 500 €) ainsi que parrainages scolaires de cinq enfants dans le village de Firioun (30 kilomètres de Tanguieta) : 1 000 €

Réseau Cadel

Financement : 500 €

Situation géographique

Contexte



Le développement économique et social implique entre autres facteurs, la mise en œuvre d'un savoir scientifique et technique et d'une bonne connaissance du milieu. Ce savoir est fourni par les Bureaux d'Etudes, Cabinets et Consultants Nationaux qui sont un excellent moyen d'amélioration du savoir-faire, d'acquisition des connaissances et de maîtrise de la technologie moderne.

Depuis 1960, le Bénin a eu recours essentiellement aux services de Cabinets et de Consultants étrangers pour la conception et la conduite de ses actions de dévelop. En dépit des contributions positives de ces prestataires au développement du pays, force est de constater que le non recours à une expertise nationale, indépendante de l'Administration, a constitué jusqu'à maintenant un handicap sérieux dans la conception et l'exécution des différents projets. C'est pourquoi, le développement de cabinets nationaux, la concertation et la coordination entre eux au cours des dernières années apparaissent comme un élément décisif dans la définition et la conduite des actions de développement du Bénin.

Le contexte socio-politique actuel, caractérisé par la démocratie, le désengagement de l'Etat du secteur productif et la promotion du secteur privé, offre une occasion sérieuse à ces cabinets et aux Consultants pour l'affirmation du rôle qu'ils doivent jouer dans le cadre de la relance économique nationale. En effet, l'offre de services qu'ils peuvent proposer aux autres acteurs du développement socioéconomique national, dans les secteurs du conseil, de la formation, de l'appui institutionnel et structurel, constitue un puissant outil de développement.

Or l'inexistence d'une structure de coordination et de promotion de leurs activités au niveau national a continué d'entraîner un recours excessif aux services des cabinets étrangers.

De plus les objectifs du millénaire couplés avec la politique de décentralisation sont générateurs d'une forte demande d'expertises locales.

Pour permettre à l'Etat d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, satisfaire les demandes en prestations, et permettre une croissance harmonieuse des

Cabinets et bureaux d'études, Cadel a été créé le 10 juillet 2008,

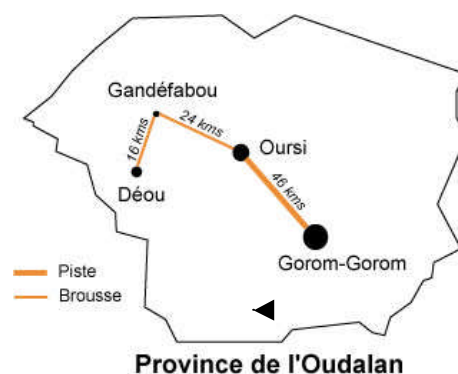
Le réseau Cadel est situé à Parakou, troisième ville du Bénin. Il est constitué de consultants bénévoles ayant des compétences très diverses telles que les ressources humaines, la comptabilité, l'informatique, l'analyse financière, etc...

Le réseau Cadel transmet des compétences gratuitement aux structures associatives locales ayant besoin d'améliorer leurs compétences.

Acceg

Financement : **2 091,13 €**

Situation géographique



Contexte

Depuis 10 ans maintenant, le campement de Gandéfabou accueille des voyageurs souhaitant découvrir le Sahel burkinabé. L'association des guides de Gandéfabou, créée en 2003, a pour but d'assurer l'activité touristique mais aussi de favoriser le développement local de Gandéfabou.

Hormis le campement de Gandéfabou, l'association gère deux autres sites à but touristique. Le premier se trouve à Gorom-Gorom, capitale de la province de l'Oudalan. Ce dernier ayant été sinistré lors des inondations de l'été 2006, il ne sert plus que de point relais pour les voyageurs de passage. Le second, à Oursi, aura pour but d'accueillir les nombreux voyageurs venant découvrir les curiosités locales (dune, mare, musée archéologique...)

Ces campements d'accueil sont de type solidaire, car en effet, leur but est de permettre le développement local, d'améliorer les conditions de vie des villageois, de limiter l'exode vers la Côte d'Ivoire pour travailler dans les champs de coton et les exploitations bananières, de créer des emplois et donc de la richesse, de protéger la faune et la flore.

Pour se faire, l'association mène différentes actions auprès de la population du village de Gandéfabou et reverse une partie des bénéfices générés par l'activité touristique pour le développement local. Par ailleurs, de nombreux projets en ce sens, sont en cours de réalisation.

Cette région du Burkina Faso est en effet particulièrement aride, difficile et soumise aux variations climatiques. Les principales activités économiques possibles sont l'élevage (moutons, chèvres, boeufs, dromadaires) et le tourisme.

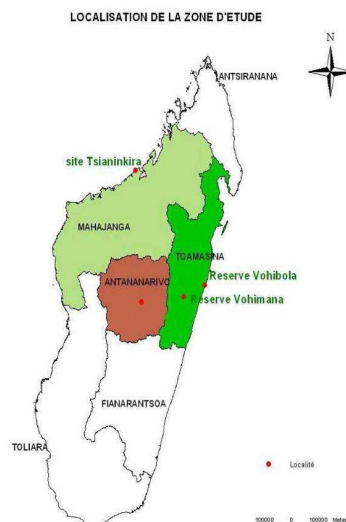
Aujourd'hui, afin de pérenniser l'activité touristique des campements et donc de favoriser le développement local, un appui extérieur et des investissements sont nécessaires.

L'Homme et l'Environnement

Financement : 19 740,26 €

Situation géographique

Contexte



La biodiversité de la faune et de la flore malgache sont mondialement connues. La pauvreté des populations locales vivant en bordure des forêts est très importante et pour survivre elles pratiquent la culture ancestrale sur brûlis avec pour corolaire une déforestation massive.

L'Homme et l'Environnement intervient sur 6 sites dont 4 soutenus par Projets + Actions.

Le site de **VOHIMANA** : est situé à 12 km après le carrefour d'Andasibe sur la Route Nationale RN2 (Antananarivo–Toamasina), le site comprend dix villages regroupant environ 1 600 habitants qui vivent à la fois d'activités agricoles et de l'exploitation des ressources forestières. La forêt de Vohimana est une forêt tropicale humide de moyenne altitude, hot spot planétaire de biodiversité, située au sud du Parc National de Mantadia. Cette forêt n'avait pas de statut de conservation avant l'intervention de l'ONG et était en train de disparaître à court terme.

Le site de **VOHIBOLA** où les populations y vivent de la pêche artisanale et ponctuellement de l'exploitation de la forêt. Le site de Vohibola situé à 60 km au Sud de Toamasina sur le canal des Pangalanes comprend 4 villages, Andranokoditra, Tampina, Topiana et Ambodirotra qui regroupent environ 1 500 habitants. La forêt de Vohibola est une forêt littorale mais renferme aussi une zone humide fragile et riche

pour laquelle la procédure de classification RAMSAR (zone humide d'importance internationale) nécessaire. La forêt abrite une diversité floristique unique et gravement menacée dernier reliquat de la forêt littorale Malgache de l'Est

Depuis 2007, l'ONG L'Homme et l'Environnement s'est engagé dans le développement d'un programme autour d'une communauté dynamique qu'elle a soutenu depuis 2005 pour le développement de la production d'huiles essentielle à **Tsianinkira** dans l'ouest malgache au nord de Mahajanga. Ce programme devrait permettre de jouer un rôle de création de dynamique entre différents acteurs locaux et peut-être d'inverser les tendances dramatiques de destruction de l'environnement dans la région jusqu'à la baie de Narinda

Le site de **FOHISOKINA** est situé au cœur des Hautes Terres, dans le pays Zafimaniry, ce site est un des derniers habitats de la grenouille *Mantella cowani*, une espèce qui a été anciennement exploitée pour le marché international avant d'être classée en Annexe I de la CITES. L'ONG L'Homme et l'Environnement a proposé un projet de conservation et de reboisement avec la participation active de la communauté de base FOMISAME « Fohisokina Mitahiry ny Sahona Mena » basé dans le village d'Ampadivana, commune d'Ivato afin de préserver et aménager un des derniers lieux de reproduction de ce batracien multicolore connu des naturalistes du monde entier.

Les actions développées par l'ONG *L'Homme et l'Environnement* s'orientent principalement vers plusieurs programmes et/ou domaines d'activités :

1° La restauration de la forêt dégradée et le reboisement communautaire :

Reconstitution du couvert forestier, conservation des espèces menacées et enrichissement de forêts en espèces utiles En mesure d'accompagnement du programme, l'ONG développe un programme de justification du rôle de la forêt et des zones de reboisement en tant que puits de carbone en analysant les potentiels de séquestration de carbone du site.

2° La valorisation durable des ressources naturelles à travers de la production d'huiles essentielles (pour les deux sites) et d'huile végétale (à Vo hi bola) via des Associations locales :

Rattachés à des programmes de recherche, la collecte des feuilles et des graines, les plantations pour la production d'huiles essentielles représentent de nouvelles sources de revenus pour la population locale. Des alambics ont été installés et les productions ont été regroupées dans des Associations locales. Les productions sont certifiées « biologiques »

3° L'écotourisme :

l'ONG L'Homme et l'Environnement s'est engagée à soutenir le développement du programme écotourisme permettant d'augmenter les revenus de la population locale et à optimiser l'implication des communautés dans la gestion du programme. Le

tourisme participatif par le biais de l'hébergement chez l'habitant a été développé en aménageant quelques cases dans les villages

4° L'exploitation agricole durable à Vohimana :

Amélioration des conditions de vie de la population locale au travers de la mise en place d'infrastructures permettant de diversifier et d'intensifier les techniques agricoles améliorées et compatibles avec la préservation des fonctions de l'écosystème local.

5° La promotion d'une pêche durable à Vohibola :

Peut se développer suite à une étude sur les problématiques de prise déclinantes dans le canal des Pangalanes et sur les stratégies d'intervention adéquates. Un projet « *acadja* » a été initié visant à l'augmentation de la productivité halieutique dans les lagunes.

6° L'appui à l'artisanat durable :

Avec l'appui de l'ONG L'Homme et l'Environnement, une boutique a été mise en place par l'Association VONONA à Vohibola dans laquelle les visiteurs du site peuvent acheter des huiles essentielles produites par l'Association et surtout de l'artisanat local issu de la collecte durable de « *penjy* » et « *harefo* » par les artisans locaux des 4 villages avoisinants. L'ONG a donné également à l'Association des appuis pour l'indentification de marchés respectant le protocole de durabilité d'exploitation.

7° L'éducation :

Les actions menées jusqu'à présent, se sont basées sur l'information aux parents pour scolariser leurs enfants et prendre en charge leur éducation. Mais l'école telle qu'elle est proposée aux enfants, aujourd'hui, ne favorise pas cette démarche. Elle apparaît, au contraire, décalée par rapport aux réalités des familles qui luttent quotidiennement pour survivre. Le programme Education a décidé ainsi d'orienter son action sur l'enfant au cœur du programme. Un enfant qui comprend pourquoi il apprend et qui est capable rapidement de transférer son apprentissage dans sa vie de tous les jours est un moyen de contribuer au développement durable. En effet, le programme Education se base sur une nouvelle représentation de ce que peut apporter l'école, individuellement et collectivement.

8° La santé :

Des investissements pour les travaux d'aménagement et d'extension du centre de santé, pour la recherche et l'approvisionnement en eau potable sont considérés dans le cadre du programme de santé permettant de démontrer une réelle considération humaine dans le traitement de problématiques du développement du programme de conservation.

L'ONG structure progressivement son programme de santé afin de pérenniser ses actions. Les communautés locales sont ainsi sollicitées pour cerner les meilleures

approches à adopter dans la promotion des soins préventifs et en particulier dans le suivi de la santé maternelle et infantile (suivi prénatal et postnatal, planning familial, vaccination)

Actions soutenues

Financement de la deuxième tranche de la construction de 6 puits à Vohibola: 7 000 €

Financement de la première tranche de plantation de 30 000 arbres à Vohibola : 6 900 €

Financement de la plantation de piments rouges : 173,36

Financement du projet Lohanosy Mitsinjo : 846 €

Financement de la construction de l'école d'Ambodirotra : 4 000 €

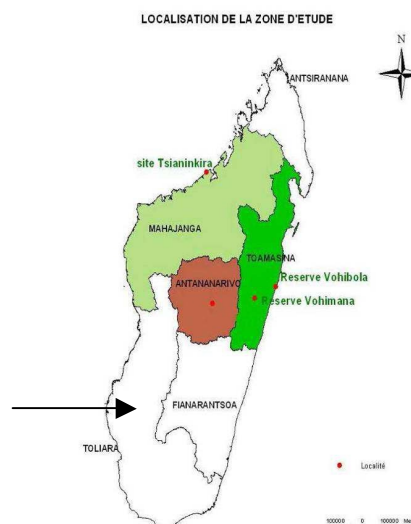
Financement de la plantation de 929 orangers à Fohisokina : 820,90

Naturevolution

Financement : 76 634,39 €

Situation géographique :

Contexte :



Le massif du Makay, situé au centre-ouest de Madagascar, est un gigantesque labyrinthe naturel de 4 000 km² encore largement inexploré.

Cette oeuvre géologique monumentale faite de centaines de profonds canyons couverts de forêt tropicale a offert toutes les conditions propices à la création de nouvelles espèces et ce relief l'a jusqu'à présent isolé et protégé depuis des millions d'années.

Le massif est ainsi devenu un sanctuaire d'espèces parmi les plus curieuses de la planète. Malheureusement, les dégradations anthropiques sont de plus en plus importantes et sur ces petits écosystèmes uniques au monde, les dégâts sont rapides et irréversibles. Le projet de conservation du Makay, mené par l'association Naturevolution, vise à sauver cet éden avant qu'il ne soit trop tard.

Pour atteindre cet objectif, Naturevolution travaille avec les populations locales afin de mettre en place des activités génératrices de revenus ne dégradant pas le massif du Makay, notamment grâce à l'écotourisme et à l'agroforesterie.

Des programmes sociaux sont élaborés conjointement comme notamment la création et la gestion d'une bibliothèque.

Financement de la protection du massif du Makay : 27 134,39 €

Financement de la mission Lost World : 49 500 €

Paso Pacifico

Situation géographique :



Contexte :

Situé le long de la côte sud-ouest du Nicaragua, les écosystèmes côtiers-marins près du village de pêcheurs Ostional sont une source d'alimentation précieuse pour les communautés locales. Les plages autour de ce village constituent aussi un habitat clé pour la nidification des tortues marines menacées d'extinction selon l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) :

- La tortue imbriquée (*Eretmochelys imbricata*), classée en danger critique d'extinction
- La tortue luth (*Dermochelys coriacea*), classée en danger critique d'extinction
- La tortue verte ou franche (*Chelonia mydas*) classée en danger d'extinction

Actuellement, les populations locales prélèvent presque tous les oeufs des tortues de mer pour les vendre sur les marchés noirs et augmenter les revenus locaux. L'extraction des oeufs fragilise l'équilibre des populations de tortues de mer mais aussi l'image des communautés et le potentiel écotouristique du site à travers les stigmates causés par le commerce illicite d'espèces sauvages.

Dans les zones rurales du Nicaragua, les femmes jouent un rôle important pour assurer les besoins quotidiens de leur famille. Elles aident à la ferme, préparent la nourriture et prennent en charge la collecte d'eau qui nécessite parfois de longs trajets quotidiens. Malgré cela, les femmes ont souvent une place secondaire dans les processus décisionnels, notamment dans la gestion des ressources naturelles.

Néanmoins, les femmes peuvent devenir des leaders dans la gestion des ressources naturelles. Elles sont concernées au plus haut point par la transmission du meilleur héritage social et environnemental pour les générations futures.

Convaincu que les femmes doivent se placer au cœur des actions de préservation de l'environnement, notre partenaire local, Paso Pacifico a lancé en 2010 un programme de reproduction de tortues de mer géré par un groupe de huit femmes utilisant des couveuses à œufs de tortues.

Pour chaque nouveau né réintroduit dans l'océan, les femmes reçoivent une rémunération dont 1\$ est prélevé pour alimenter un fond de solidarité communautaire.

Le programme est un succès puisque l'initiative a permis, d'une part d'assister la naissance de 6500 tortues, d'autre part d'impliquer et d'améliorer les sources de revenus d'un groupement de femmes dans une action de conservation de la nature. Mais le projet est loin d'être fini !

Ces trois espèces de tortues sont toujours menacées d'extinction, et le programme se doit d'être renforcé. Il s'agit maintenant d'améliorer la formation du groupement de femmes, d'améliorer et augmenter l'infrastructure de reproduction des tortues de mer.

Ce projet est un exemple concret des possibilités d'allier la conservation de la nature et développement humain. Il offre une approche gagnant-gagnant, en augmentant le revenu et le statut social des femmes de la région tout en aidant à protéger les populations de tortues marines menacées d'extinction et à valoriser le potentiel écotouristique du site.

Financement d'un projet mellifère : 1 300 €

Synthèse des projets soutenus par association

Pays	Projets financés	Association Partenaire	Economie	Educ-Soc	Environ.	Santé	MONTANT
Bénin	Financement Projet d'agroforesterie	Actions & Développement	X		X		3 500,00 €
Bénin	Parrainages de 5 enfants	Actions & Développement		X			1 000,00 €
Bénin	Financement du festival des arts traditionnels de Kouandé	Andia	X		X		1 000,00 €
Bénin	Financement du centre Cefodec	Andia		X			4 000,00 €
Bénin	Don pour le financement de la structure	Actions & Développement	X	X	X		500,00 €
Burkina Faso	Financement d'une maternité	ACCEG				X	1 141,13 €
Burkina Faso	Financement d'un projet miel	ACCEG	X				940,00 €
Madagascar	Financement de la fin de la construction des puits de Vohibola	L'Homme & L'Environnement				X	7 000,00 €
Madagascar	Financement de la première tranche de plantation de 30 000 arbres	L'Homme & L'Environnement			X		6 900,00 €
Madagascar	Financement de plantation de piments rouges	L'Homme & L'Environnement	X			X	173,36 €
Madagascar	Financement du projet Lohanosy Mitsinjo	L'Homme & L'Environnement		X			846,00 €
Madagascar	Construction de l'école d'Ambodirotra	L'Homme & L'Environnement		X			4 000,00 €
Madagascar	Plantation de 929 orangers à Fohisokina	L'Homme & L'Environnement	X		X		820,90 €
Madagascar	Financement de la protection du massif du Makay	Naturevolution			X		27 134,39 €
Indonésie	Financement mission Lost World	Naturevolution			X		49 500,00 €
Nicaragua	Financement projet miel	Paso Pacifico	X				1 300,00 €

14 nouveaux projets financés + 2 anciens dont le financement a été complété

109 755,78 €

Synthèse par type de projets soutenus

Domaines	2007-2009	2010	2011	2012	2013	2014	Cumul généra
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total
Développement économique							
Nombre de projets économique soutenus	7	3	4	7	3	2	28
Création d'emplois	86	5	4	13		?	108
Education / Social							
Nombre de programmes alimentaires annuels soutenus	136	420	180	23	20	?	779
Nombre d'années scolaires soutenues	10	4	4	5	3	5	31
Construction de bâtiments sociaux	1	1				1	3
Programmes sociaux soutenus	1	1	2				4
Environnement							
Nombre d'arbres replantés	60 802	23 005	39 012	18 221	49 453	41 105	231598
Nombre d'hectares reboisés	59	23	39	8	30	?	159
Nombre de compostières géantes	4						4
Fourniture de kilos de semences	43 003						43002,5
Fourniture de plants hors arbres	23 000						23000
Nombre de sites d'intervention				15	8	7	23
Santé							
Nombre de médecins formés	5	1					6
Nombre d'habitants ayant accès à la médecine	50 000	1 600		1 014			52614
Programmes d'éducation à la santé financés	2						2
Création de puits	3	4	8		7		22
Nombre d'habitants ayant accès à l'eau potable	1015	EC	EC				1015
Toilettes publiques créées	1						1
Douche publique créées	1						1
Nombre de dispensaires créés		1		1			2
Filtres à eau		4					4
Sauvegarde et promotion du patrimoine culturel							
Financement de la reconstruction d'un bâtiment culturel	1						1
Participation à un festival culturel		1	1	1	1		4
Divers							
Financement d'un véhicule	3			1			4
Financement d'un concours propreté	1						1
Missions de formations professionnelles	2	6	8	7			23

IV Bilan général des activités

Projets + Actions a eu une année 2014 positive. Les activités générales ont progressées de 20% comparé à 2013. Les cotisations ont progressé. La part des dons d'entreprises a fortement augmentée ainsi que la part des activités de ventes, principalement liés à la vente aux enchères.

Des nouveaux partenariats ont vu le jour avec notamment le réseau de chefs d'entreprise Libréseau. Nous avons pu participer à l'organisation d'un événement réunissant une centaine de chefs d'entreprise dans les salons du 8 Valois. L'invité d'honneur était l'astronaute Patrick Baudry.

Nous avons organisé notre première vente aux enchères après quatre ans de gestation, et nous sommes contents des résultats et des possibilités qui s'offrent dans ce domaine à longs termes. La vente a eu lieu dans les salons Marbeuf.

Nous avons reçu un accueil favorable tant au niveau des acheteurs que des street artistes qui ont bien voulu collaborer avec nous.

Nous avons pu renforcer notre partenariat avec certaines des associations avec lesquelles nous collaborons. Le challenge Makay co-créé avec Naturevolution, a vu sa deuxième édition se dérouler avec moins de succès, mais avec toujours autant d'enthousiasme, et les possibilités de déploiement de ce programme sont importantes.

Projets Plus Actions a décidé de mettre en sommeil son partenariat avec Erudéf Cameroun. En effet, la zone d'intervention, proche du Nigéria, peut-être considérée comme comportant des risques trop importants pour que nous puissions aller sereinement en mission sur place.

Nous poursuivons l'augmentation du nombre d'adhérents et ceux-ci s'impliquent davantage au sein de la structure. Ceci laisse envisager des possibilités de développement intéressantes. Plus que jamais, nous pensons que l'impact de nos actions sera d'autant plus grande qu'elles seront partagées par un plus grand nombre de personnes impliquées et motivées.

V Budget et perspectives 2015

L'année 2014 sera placée sous le signe d'une croissance des activités de Projets Plus Actions.

Projets + Actions continuera de développer son tissu relationnel en renforçant les partenariats avec les associations ou structures déjà partenaires.

L'accent sera mis sur la communication avec en particulier une refonte du site internet et un choix clair d'axes de communication.

1) Budget

Le budget 2015 est fixé à 300 000 € soit une augmentation de plus de 13 % par rapport au budget réalisé en 2014.

2) Partenaires soutenus

Le nombre de partenaires soutenus devrait être compris entre 6 et 8 .

Les partenariats existant seront renforcés.

3) Projets soutenus

15 à 30 projets en fonction des donations, des opportunités et des priorités.

4) Pays d'intervention

Projets + Actions interviendra dans 3 pays : Benin, Nicaragua et Madagascar. Dans la mesure des possibilités, il sera possible également d'intervenir au Burkina Faso.

5) Equipe

L'équipe des permanents pour 2015 sera augmentée.

Le recrutement de nouveaux adhérents actifs continuera avec pour objectif 50 adhérents.